



## Le plan de lutte contre la pandémie actualisé de la Nouvelle-Zélande suscite une levée de boucliers

La mise à jour provisoire du plan de lutte contre la pandémie de Santé Nouvelle-Zélande, récemment publiée, est devenue virale en raison des allégations selon lesquelles le plan autoriserait la vaccination forcée. Les experts ont déclaré que les affirmations alarmistes concernant de nouveaux pouvoirs autoritaires sont inexactes, mais que le plan pourrait préfigurer une “prochaine pandémie” et qu’il est impératif de tenir un débat public.

Par [Brenda Baletti](#)

Mondialisation.ca, 16 août 2024

[The Defender](#) 7 août 2024

Thème: [Loi et Justice](#), [Science et médecine](#)

Le mois dernier, Health New Zealand a annoncé une mise à jour provisoire de son [plan de lutte contre la pandémie](#) qui, selon les médias, prévoit de donner au gouvernement de nouveaux pouvoirs pour imposer des vaccins – en recourant à la force si nécessaire – au cas où l’[Organisation mondiale de la santé](#) (OMS) annoncerait une nouvelle pandémie.

Cette annonce a déclenché un tollé sur les réseaux sociaux et une série d’articles sur [Substack](#), [ZeroHedge](#) et d’autres sites décriant les [nouveaux pouvoirs du gouvernement](#).

Thought this might be fake / exaggerated at first, but check out numbered page 125 (page 133 of the PDF) from the doc on the NZ Gov website.

Yep, NZ want to legalize the use of force to vaccinate refuseniks.  
<https://t.co/l8l5ODiXcu> <https://t.co/yjeiCPX7iM> [pic.twitter.com/VpKMTjpLBQ](https://pic.twitter.com/VpKMTjpLBQ)

— Dr Jonathan Engler MB ChB DipPharmMed LLB (@jengleruk) [August 1, 2024](#)

Cependant, l’[avocate néo-zélandaise Kirsten Murfitt](#), qui a participé aux efforts visant à empêcher le pays de signer le [traité de l’OMS sur la pandémie](#), a déclaré au [Defender](#) que les dispositions du plan de lutte contre la pandémie qui suscitent l’inquiétude ne sont pas nouvelles et que les interprétations qui ont circulé étaient faussées.

Le nouveau plan, qui met à jour le plan existant de 2017, intègre les “leçons tirées” de la réponse à la pandémie [COVID-19](#). [Les critiques ont déclaré que](#) les nouvelles leçons ont été incorporées avant même que la Commission royale d’enquête sur la réponse à la pandémie COVID-19 n’ait terminé son enquête.

Les principaux changements sont l’élargissement du champ d’application du plan aux “agents pathogènes de type respiratoire à potentiel pandémique”, la mise en conformité du

plan avec les changements législatifs intervenus en 2022 et la clarification du rôle de Health New Zealand et du ministère de la santé, selon l'[Analysis & Policy Observatory](#), une plateforme de recherche politique à but non lucratif.

Mais le plan fait également référence à des actions autorisées par un certain nombre de [lois néo-zélandaises](#) en vigueur depuis longtemps, notamment la loi sur la santé de 1956, la loi sur la gestion des urgences en matière de défense civile de 2002 et la loi sur la préparation aux épidémies de 2006.

Sur X, anciennement Twitter, [Murfitt a partagé des](#) extraits détaillés des textes de chaque loi, notant que les clauses qui préoccupent particulièrement les gens ont été adoptées en 1956. Il s'agit notamment de l'article qui stipule qu'un "membre de la police peut faire tout ce qui est raisonnablement nécessaire (y compris l'usage de la force) pour aider un médecin hygiéniste" à exercer ses fonctions autorisées.

Il est important de reconnaître, dit-elle dans un autre [billet sur X](#), que malgré ce langage inquiétant, "il n'y a pas de "traitement obligatoire" pour les maladies infectieuses et à déclaration obligatoire en Nouvelle-Zélande dans le cadre du dernier plan de lutte contre la pandémie".

La loi sur la santé de 1956 précise que les fonctions autorisées d'un médecin-conseil comprennent des éléments tels que l'orientation d'une personne présentant un risque pour la santé publique, mais "en aucun cas une orientation ne peut exiger d'une personne qu'elle se soumette à un traitement obligatoire".

There is no "compulsory treatment" for Infectious and Notifiable Diseases in New Zealand under the latest Pandemic Plan ("the Plan"). Yes, this could change in the future.

But for now, here is a summary of the powers:

The Health Act 1956 ("the Act") is one of three primary...  
[pic.twitter.com/CVb898LITL](https://pic.twitter.com/CVb898LITL)

— Kirsten Murfitt (@MurfittTauranga) [August 4, 2024](#)

La même interdiction de traitement obligatoire s'applique aux personnes qui ont été exposées à une personne présentant un risque pour la santé publique, a déclaré Murfitt sur X. Les pouvoirs prévus dans le nouveau plan sont les mêmes que ceux qui existaient auparavant - y compris les pouvoirs déployés pendant la pandémie de COVID-19, tels que le dépistage obligatoire, la quarantaine et l'interdiction d'entrée dans le pays pour les personnes non vaccinées.

La limitation des pouvoirs des responsables de la santé publique, a-t-elle déclaré, "est sans aucun doute la raison pour laquelle des mandats ont été utilisés pour le déploiement des vaccins, au lieu de vaccinations obligatoires".

Il est toutefois possible que "le Parlement modifie la législation à l'avenir", écrit-elle.

Il est important de prendre le temps d'analyser les détails avant de tirer la sonnette d'alarme, [a écrit M. Murfitt sur X](#) :

“Nous avons traversé beaucoup d’épreuves depuis 2020 et nous savons qu’ils peuvent répéter ce qui s’est passé à tout moment, mais nous devons rester calmes et nous renseigner avant de publier des messages et d’effrayer les gens. Nous savons tous que si nous commettons une petite erreur (et nous en commettons tous, moi y compris), ils l’utiliseront contre nous.

“Cela dit, j’ai le plus grand respect pour tous ceux qui se sont levés publiquement et j’encourage les autres à avoir le courage de le faire”.

Guy Hatchard, Ph.D., qui dirige un [site web populaire sur le COVID-19](#) en Nouvelle-Zélande, a déclaré que le principal problème du plan est que, sur plus de 200 pages, il “se contente d’entériner toutes les erreurs commises lors [de la réponse à la pandémie de Covid](#)”.

“Elle nous dicte que, dans un avenir proche, nous allons tout recommencer : confinement, masques, vaccins, antiviraux, mandats, distanciation sociale, isolement, fermeture d’écoles et d’entreprises et [censure](#) du contenu des médias”, écrit-il.

M. Hatchard s’est également demandé comment le gouvernement pouvait délivrer un document validant toutes ses actions alors qu’il n’a pas conclu ses enquêtes sur la manière dont ces actions se sont déroulées. Il a suggéré que cela pouvait être dû au fait que le commissaire en chef de l’enquête était lui-même impliqué dans l’élaboration des politiques de réponse à la pandémie COVID-19.

Le plan affirme également que les pandémies sont d’[origine zoonotique](#), qualifie les vaccins COVID-19 de “[sûrs et efficaces](#)” et n’aborde aucune des questions liées à la [surmortalité](#) actuelle ou aux effets secondaires des vaccins.

[a conclu](#) M. Hatchard :

“Une lecture attentive de cette disposition révèle que Health New Zealand s’attend à pouvoir exercer des pouvoirs très étendus lors de futures pandémies, encore plus étendus que ceux qui lui ont été accordés lors de la pandémie de Covid.

“Malgré des écrits effrayants, Health New Zealand est manifestement déconnecté de la réalité. Ils ne gèrent pas la santé actuelle de la Nouvelle-Zélande, comment pourraient-ils imaginer que leurs politiques ratées seront couronnées de succès à l’avenir ?

“Ils pourraient bien constater que le public rejette leur vision myope.

## **Pourquoi un plan intérimaire maintenant ?**

Dans une interview accordée aujourd’hui à [Reality Check Radio](#), Mme Murfitt a discuté de ce plan avec sa collègue, l’avocate Katie Ashby-Koppens, et l’animateur Paul Brennan.

Selon Mme Ashby-Koppens, la réaction paniquée du public s’explique en partie par le fait que le document a été publié à un moment où la confiance dans le site [of government] n’a jamais été aussi faible.

Mme Murfitt a déclaré qu’elle pensait également qu’une bonne façon de préparer le public à être manipulé serait de “mettre les gens dans un état de peur totale”, ce qui est précisément l’effet produit par le document.

“Tout cela se fait dans l’idée que la prochaine pandémie est imminente”, a déclaré M. Ashby-Koppens. “Il s’agit d’un document qui met les choses en place.

Elle a ajouté que les personnes chargées d’analyser les “enseignements tirés” et de les intégrer dans le nouveau plan sont les mêmes que celles qui ont été les architectes de la réponse au COVID-19, et qu’aucune réflexion critique sur ce processus n’apparaît dans le document.

Au vu de la façon dont les quatre dernières années se sont déroulées, les gens ont des raisons de s’inquiéter de ce qui pourrait se passer ensuite.

M. Brennan a évoqué des rapports alarmants faisant état d’une “[pandémie de grippe aviaire](#)” à l’horizon, ainsi que le fait qu’un [sommet sur la grippe aviaire](#) est prévu à Washington au cours de la première semaine d’octobre.

Mme Ashby-Koppens a déclaré que le nouveau document fait explicitement référence à la souche actuelle de la grippe aviaire. “Je pense que si nous ne parvenons pas à établir un lien au cours de l’année prochaine, je serais surprise”, a-t-elle déclaré.

Mme Murfitt a déclaré qu’elle comprenait les craintes suscitées par le document, ajoutant que même les pouvoirs existants en matière de santé qui y sont décrits pourraient être utilisés de manière alarmante.

Il est également clair, a-t-elle dit, que des entités telles que la [Fondation Bill & Melinda Gates](#) et la Fondation Rockefeller sont déterminées à imposer davantage de vaccinations à tout le monde.

“Je pense que nous allons vivre une période très intéressante, mais nous devons rester calmes et ne pas réagir de manière excessive”, a déclaré M. Murfitt.

“Je pense que l’une des choses que les gens peuvent vraiment faire en ce moment est de s’exprimer en leur nom propre”, a-t-elle déclaré. “En en parlant de manière sensée, en n’en faisant pas une énorme théorie du complot, en présentant les faits, cela amènera d’autres personnes à en parler également”.

“Il est temps de s’exprimer. Les choses évoluent rapidement”, a-t-elle déclaré. “La situation semble s’accélérer à bien des égards. Encore une fois, je ne veux pas être alarmiste, mais cela s’arrêtera lorsque nous nous lèverons tous et que nous dirons “non”.

**Brenda Baletti, Ph. D.**

\*

**Brenda Baletti** Ph.D. est journaliste au *Defender*. Elle a écrit et enseigné sur le capitalisme et la politique pendant 10 ans dans le cadre du programme d’écriture de l’université Duke. Elle est titulaire d’un doctorat en géographie humaine de l’université de Caroline du Nord à Chapel Hill et d’une maîtrise de l’université du Texas à Austin.

Articles Par : [Brenda Baletti](#)

## A propos :

Brenda Baletti Ph.D. est journaliste au Defender. Elle a écrit et enseigné sur le capitalisme et la politique pendant 10 ans dans le cadre du programme d'écriture de l'université Duke. Elle est titulaire d'un doctorat en géographie humaine de l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill et d'une maîtrise de l'université du Texas à Austin.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)